



PROCES-VERBAL



CONSEIL MUNICIPAL

Séance du lundi 27 février 2023

L'an deux mille vingt-trois, le lundi 27 février à dix-neuf heures, le Conseil Municipal de la Commune de Malissard, dûment convoqué, s'est réuni, à la Mairie, sous la présidence de Jean-Marc VALLA, Maire.

Présents : Jean-Marc VALLA, Jean-Marc SOUCIET, Laure BLANDIN-JOUBERT, Laurent BARRAL, Florence BRES-DUFOUR, Isabelle BLASSENAC, Sylviane DUPRET, Yann ESCOFFIER, Laurent JOUD, Cédric COUR, Fabienne ESPOSITO, Nicole FERREIRA, Francine GAILLARD, Gérard JOURDAN, Malika MEITER

Absents ayant donné procuration : Pascal ALBOUSSIÈRE à Isabelle BLASSENAC, Evelyne CHALÉAT à Yann ESCOFFIER, Céline FERREIRA-VALLA à Nicole FERREIRA, Lionel DUSSERT à Jean-Marc VALLA

Absents excusés : Séverine MAITRE, Willy GILHARD

Absents : Laurence ROUVEYROL, Eric BARSCZUS.

Le quorum étant atteint, Monsieur le Maire ouvre la séance.

Mme Florence BRES-DUFOUR est désignée pour remplir les fonctions de secrétaire de séance.

ASSEMBLÉE

Le procès-verbal du Conseil Municipal, réuni le 12 décembre 2022, est approuvé à l'unanimité.

DÉCISIONS DU MAIRE

Décision 2022-03 du 27 décembre 2022 : Considérant la nécessité d'assurer un service de maintenance du logiciel acquis dans le cadre du Procès-Verbal Electronique, un contrat de maintenance a été signé avec la société SAS LOGITUD (153 rue Victor Schoelcher 68200 MULHOUSE). Le montant de la redevance annuelle est fixé à 117, 00 € HT. Le contrat prend effet au 1^{er} janvier 2023 pour une année, renouvelable par tacite reconduction dans la limite de deux fois.

AFFAIRES JURIDIQUES

01.2023 VALENCE ROMANS AGGLO - APPROBATION DES STATUTS

Rapporteur : Monsieur le Maire

Monsieur le Maire expose que par délibération du 14 décembre 2022, le Conseil communautaire de Valence Romans Agglo a approuvé la modification des statuts de la Communauté d'agglomération.

En effet, dans le cadre de son projet de territoire, Valence Romans Agglo exerce la compétence « France Services » en réponse à l'objectif national de déploiement d'un réseau France Services qui doit permettre aux concitoyens de procéder aux principales démarches administratives à proximité de leur résidence.

Alors que plusieurs espaces France Services se sont mis en place sur le territoire (Hostun, Bourg de Péage et Crépol), les médiathèques continuent à assurer leurs permanences ADA (Aides aux Démarches Administratives) créées depuis plusieurs années suite aux nombreuses sollicitations des usagers.

Ces permanences permettent aux usagers d'accéder à une aide personnalisée sur leurs démarches administratives en ligne (création d'adresse mail, création de compte, demandes d'actes d'état civil, demande ou renouvellement de carte d'identité, passeport, accès au compte Caf, Pole emploi...).

La montée en charge des sollicitations des usagers au départ ponctuelle a nécessité pour les médiathèques la structuration de ces permanences réparties sur plusieurs sites de l'Agglo.

Au regard des attentes de l'Etat concernant le déploiement des espaces Frances Services, il est envisagé de faire labelliser ces services proposés par certaines médiathèques de Valence Romans Agglo : La Monnaie à Romans-sur-Isère, La Passerelle à Bourg-lès-Valence et Latour Maubourg, Fontbarlettes et Le Plan à Valence. Il s'agira d'une labellisation « France Services multisites ». Les permanences d'aides aux démarches administratives existantes sur les autres médiathèques seront maintenues (ex : Chabeuil).

Il convient donc de faire évoluer la compétence facultative « Maisons France Service : coordination et financement des Maisons France Services » en proposant le nouvel intitulé suivant :

« 18. France Services :

- Coordination et co-financement du réseau France Services au sein du territoire de l'agglomération ;
- Gestion d'un multisite France Services au sein des médiathèques communautaires ».

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-17, L.5211-5, L. 5216-1 et suivants,

VU la délibération n°2022-181 du Conseil communautaire du 14 décembre 2022,

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, DÉCIDE à l'unanimité :

- d'APPROUVER la modification des statuts proposée au titre de la compétence facultative 18 de Valence Romans Agglo, intégrant la nouvelle rédaction suivante :

« 18. France Services :

- Coordination et co-financement du réseau France Services au sein du territoire de l'agglomération,
- Gestion d'un multisite France Services au sein des médiathèques communautaires ».

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

02.2023 LOTISSEMENT « LE PRÉ DES GÉRINS » - CLASSEMENT D'OFFICE DANS LE DOMAINE PUBLIC DE LA VOIRIE ET DES RÉSEAUX

Rapporteur : Isabelle BLASSENAC

Monsieur le Maire expose que par délibération n° 36.2022 du 11 juillet 2022, la commune de Malissard a engagé la procédure de classement d'office dans le domaine public communal de la voirie ouverte à la circulation publique comprise dans un ensemble d'habitations situé lotissement « le Pré des Gérins » conformément aux dispositions de l'article L 318-3 du code de l'urbanisme.

La parcelle indivisaire concernée est cadastrée section AC 453 d'une surface de 5 285 m².

L'examen de la situation foncière de la parcelle constituant l'emprise de cette voie a fait apparaître l'absence de quote-part de ladite parcelle de certains propriétaires de lots.

En vue du classement d'office de cette voirie dans le domaine public communal, une enquête publique de 15 jours consécutifs minimum a eu lieu du 25 novembre au 12 décembre 2022, menée par monsieur Gérard PAYET, commissaire-enquêteur, qui a tenu une permanence ouverte au public en mairie le 29 novembre 2022, de 8h00 à 12h00.

A l'issue de l'enquête publique, monsieur le commissaire-enquêteur s'est prononcé favorablement au classement d'office dans ses conclusions du 16 décembre 2022.

Aucun propriétaire ou riverain n'a manifesté son opposition au projet. Conformément à l'article L 318-3, alinéa 3 du code de l'urbanisme, il appartient donc à l'assemblée délibérante de se prononcer sur le classement d'office de ladite voie dans son domaine public.

VU les articles L 318-3, R 318-10 et suivants du Code de l'urbanisme ;

VU les articles L 141-3 et R141-4 à 141-10 du Code de la voirie routière ;

VU les articles R 134-1 et R 134-5 du Code des relations entre le public et l'administration ;

VU la délibération n° 36.2022 du 11 juillet 2022 décidant de la mise à l'enquête publique du projet de classement dans le domaine public communal des voies et réseaux divers du lotissement « le Pré des Gérins » ;

VU l'arrêté n°103/2022 d'ouverture de l'enquête publique et de nomination du commissaire enquêteur ;

VU les pièces du dossier soumis pour l'enquête publique ;

VU le registre d'enquête publique ;

VU le rapport et les conclusions favorables du commissaire enquêteur du 16 décembre 2022 ;

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, DÉCIDE à l'unanimité :

- PRENDRE acte des résultats de l'enquête publique réglementaire
- PRONONCER le classement d'office dans le domaine public communal de la parcelle de voirie ouverte à la circulation publique cadastrée AC 453 telle que listée dans le dossier soumis à l'enquête publique, ce classement valant à la fois transfert de propriété de l'emprise et le classement dans le domaine public de la voie telle qu'elle figure sur le plan annexé à la présente décision
- RAPPELER que la délibération portant transfert éteint par elle-même tous droits réels et personnels existant sur les biens transférés

- MANDATER Monsieur le Maire aux fins de signature des documents liés à la publicité foncière obligatoire ainsi que tout autre document découlant de la présente décision.

Monsieur le Maire informe l'assemblée que la procédure de classement arrive à son terme.

03.2023 LOTISSEMENT « LES TROIS BECS » - CLASSEMENT D'OFFICE DANS LE DOMAINE PUBLIC DE LA VOIRIE ET DES RÉSEAUX

Rapporteur : Isabelle BLASSENAC

Monsieur le Maire expose que par délibération n° 37.2022 du 11 juillet 2022, la commune de Malissard a engagé la procédure de classement d'office dans le domaine public communal d'un réseau, dépendance de la voirie située lotissement « les Trois Becs » conformément aux dispositions de l'article L 318-3 du code de l'urbanisme.

La parcelle concernée est cadastrée section AC 475 d'une surface de 39 m².

L'examen de la situation foncière de la parcelle constituant l'emprise de cette voie a fait apparaître des difficultés de cession amiable de la propriété du sol, l'un des propriétaires restant silencieux quant à la régularisation de l'acte.

En vue du classement d'office de ce réseau dans le domaine public communal, une enquête publique de 15 jours consécutifs minimum a eu lieu du 25 novembre au 12 décembre 2022, menée par monsieur Gérard PAYET, commissaire-enquêteur, qui a tenu une permanence ouverte au public en mairie le 29 novembre 2022, de 8h00 à 12h00.

A l'issue de l'enquête publique, monsieur le commissaire-enquêteur s'est prononcé favorablement au classement d'office dans ses conclusions du 16 décembre 2022.

Aucun propriétaire ou riverain n'a manifesté son opposition au projet. Conformément à l'article L 318-3, alinéa 3 du code de l'urbanisme, il appartient donc à l'assemblée délibérante de se prononcer sur le classement d'office de ladite voie dans son domaine public.

VU les articles L 318-3, R 318-10 et suivants du Code de l'urbanisme ;

VU les articles L 141-3 et R141-4 à 141-10 du Code de la voirie routière ;

VU les articles R 134-1 et R 134-5 du Code des relations entre le public et l'administration ;

VU la délibération n° 37.2022 du 11 juillet 2022 décidant de la mise à l'enquête publique du projet de classement dans le domaine public communal des voies et réseaux divers du lotissement « les Trois Becs » ;

VU l'arrêté n°103/2022 d'ouverture de l'enquête publique et de nomination du commissaire enquêteur ;

VU les pièces du dossier soumis pour l'enquête publique ;

VU le registre d'enquête publique ;

VU le rapport et les conclusions favorables du commissaire enquêteur du 16 décembre 2022 ;

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, DÉCIDE à l'unanimité :

- PRENDRE acte des résultats de l'enquête publique réglementaire
- PRONONCER le classement d'office dans le domaine public communal de la parcelle de réseau, dépendance de la voirie ouverte à la circulation publique cadastrée AC 475 telle que listée dans le dossier soumis à l'enquête publique, ce classement valant à la fois transfert de propriété de l'emprise et le classement dans le domaine public de la voie telle qu'elle figure sur le plan annexé à la présente décision
- RAPPELER que la délibération portant transfert éteint par elle-même tous droits réels et personnels existant sur les biens transférés
- MANDATER Monsieur le Maire aux fins de signature des documents liés à la publicité foncière obligatoire ainsi que tout autre document découlant de la présente décision.

04.2023 LOTISSEMENT « LE JARDIN DES ARTS » - CLASSEMENT D'OFFICE DANS LE DOMAINE PUBLIC DE LA VOIRIE ET DES RÉSEAUX

Rapporteur : Isabelle BLASSENAC

Monsieur le Maire rappelle que l'association syndicale du lotissement « Le Jardin des Arts » a sollicité la Commune pour l'intégration au domaine public des voies, des réseaux et des espaces verts du lotissement « Le Jardin des Arts ».

Monsieur le Maire informe que le service assainissement de Valence Romans Agglo a rappelé la nécessité que la commune de Malissard statue sur l'intégration de la voirie du lotissement, laquelle conditionne, le cas échéant, l'engagement des travaux relevant de la compétence de la communauté d'agglomération.

Monsieur le Maire informe qu'en vertu des dispositions de l'article L 141-3 du Code de la Voirie routière, le Conseil Municipal est compétent pour prononcer le classement des voies communales. Il précise que le classement envisagé n'a pas pour conséquence de porter atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation qu'assurent la voie du lotissement « Le Jardin des Arts » et que, par conséquent, la dispense d'enquête publique est acquise sur le fondement de l'article L 141-3.

Considérant que les conditions sont remplies pour que le Conseil Municipal autorise la mutation foncière nécessaire au classement dans le domaine public de l'assiette foncière des voies, des réseaux divers et des espaces verts du lotissement « Le Jardin des Arts »,

Vu l'accord à l'unanimité de l'Association Syndicale du lotissement « Le Jardin des Arts » intervenu le 12 octobre 2021 pour l'incorporation de la voirie réseaux divers et du 12 novembre 2022 et pour la participation aux frais à hauteur de 50% de remise en état de l'assainissement évalués par Valence Romans Agglo à hauteur de 12 739,61 €TTC,

Considérant que FRANCELOT SAS est encore propriétaire de parcelles non rétrocédées à l'Association Syndicale, que son accord est nécessaire pour l'établissement d'un acte notarié ou d'un acte en la forme administrative de transfert de propriété des voies qui le concerne,

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, DÉCIDE à l'unanimité :

- d'ENTÉRINER l'intégration des voiries, des réseaux et des espaces verts du lotissement « Le Jardin des Arts » dans le domaine public communal,
- d'APPROUVER le classement dans le domaine public communal des parcelles à usage de voirie :
 - Propriété du syndicat du lotissement « Le Jardin des Arts » cadastré section :
 - AL 520 d'une surface de 55 m²
 - AL 521 d'une surface de 282 m²
 - AL 570 d'une surface de 418 m²
 - AL 571 d'une surface de 223 m²
 - AL 601 d'une surface de 74m²
 - AL 602 d'une surface de 533 m²
 - AL 623 d'une surface de 436 m²
 - AL 629 d'une surface de 130 m²
 - AL 739 d'une surface de 28 m²
 - AL 760 d'une surface de 8179 m²
 - AL 765 d'une surface de 4 m²
 - AL 767 d'une surface de 15 m²
 - AL 770 d'une surface de 15 m²
 - AL 772 d'une surface de 5 m²
 - Propriété de SAS FRANCELOT cadastré section :
 - AL 537 d'une surface de 44 m²
 - AL 604 d'une surface de 158 m²
 - AL 631 d'une surface de 137 m²
 - AL 636 d'une surface de 37 m²
 - AL 643 d'une surface de 40 m²
 - AL 647 d'une surface de 32 m²
 - AL 653 d'une surface de 25 m²
 - AL 670 d'une surface de 30 m²
 - AL 691 d'une surface de 7 m²
 - AL 754 d'une surface de 241 m²
- d'AUTORISER la mutation foncière nécessaire afin qu'elle soit incorporée dans le domaine public communal,
- de DIRE que le transfert de ces parcelles dans le domaine public communal éteint, par lui-même et à dater de ce jour, tous droits réels et personnels existants sur le bien transféré,
- de DIRE que la présente délibération sera publiée et enregistrée au bureau des hypothèques de Valence par le dépôt de l'acte de classement,
- d'AUTORISER Monsieur le Maire à signer l'acte de transfert de propriété correspondant et toute pièce nécessaire à l'exécution de la présente délibération.
- d'APPROUVER, dans l'hypothèse où l'accord unanime de l'ensemble des propriétaires de parcelles précitées ne pourraient être obtenu, le recours à la procédure de transfert d'office sans indemnité au titre de l'article L318-3 du code de l'urbanisme pour les parcelles concernées,

- d'APPROUVER, dans ce même cas, le lancement de l'enquête publique afférente et d'autoriser Monsieur le Maire à signer tout document nécessaire à sa bonne exécution.

05.2023 LOTISSEMENT « LES RÉSIDENCES DE ROCHE-COLOMBE » - CLASSEMENT D'OFFICE DANS LE DOMAINE PUBLIC DE LA VOIRIE ET DES RÉSEAUX

Rapporteur : Isabelle BLASSENAC

Monsieur le Maire rappelle que l'association syndicale libre « Les Résidences de Roche-Colombe » a sollicité la Commune pour l'intégration au domaine public des voies, des réseaux et des espaces verts du lotissement « Les Résidences de Roche-Colombe ».

Monsieur le Maire informe que le service assainissement de Valence Romans Agglo a rappelé la nécessité que la commune de Malissard statue sur l'intégration de la voirie du lotissement, laquelle conditionne, le cas échéant, l'engagement des travaux relevant de la compétence de la communauté d'agglomération.

Monsieur le Maire informe qu'en vertu des dispositions de l'article L 141-3 du Code de la Voirie routière, le Conseil Municipal est compétent pour prononcer le classement des voies communales. Il précise que le classement envisagé n'a pas pour conséquence de porter atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation qu'assurent la voie du lotissement « Les Résidences de Roche-Colombe » et que, par conséquent, la dispense d'enquête publique est acquise sur le fondement de l'article L 141-3.

Considérant que les conditions sont remplies pour que le Conseil Municipal autorise la mutation foncière nécessaire au classement dans le domaine public de l'assiette foncière des voies, des réseaux divers et des espaces verts du lotissement « Les Résidences de Roche-Colombe »,

Vu l'accord à l'unanimité de l'Association Syndicale du lotissement « Les Résidences de Roche-Colombe » intervenu le 17 juin 2021 pour l'incorporation de la voirie réseaux divers et le 21 janvier 2023 pour la participation aux travaux pour la reprise de l'éclairage public à hauteur de 2 812,20 € TTC et de l'assainissement à hauteur de 2 634,00 € TTC.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, DÉCIDE à l'unanimité :

- d'ENTÉRINER l'intégration des voiries, des réseaux et des espaces verts du lotissement « Les Résidences de Roche-Colombe » dans le domaine public communal,
- d'APPROUVER le classement dans le domaine public communal des parcelles à usage de voirie :
 - AC 525 d'une surface de 11 m²
 - AC 549 d'une surface de 220 m²
 - AC 550 d'une surface de 3 568 m²
 - AC 552 d'une surface de 90 m²
- d'AUTORISER la mutation foncière nécessaire afin qu'elle soit incorporée dans le domaine public communal,
- de DIRE que le transfert de ces parcelles dans le domaine public communal éteint, par lui-même et à dater de ce jour, tous droits réels et personnels existants sur le bien transféré,

- de DIRE que la présente délibération sera publiée et enregistrée au bureau des hypothèques de Valence par le dépôt de l'acte de classement,
- d'AUTORISER Monsieur le Maire à signer l'acte de transfert de propriété correspondant et toute pièce nécessaire à l'exécution de la présente délibération.
- d'APPROUVER, dans l'hypothèse où l'accord unanime de l'ensemble des propriétaires de parcelles précités ne pourraient être obtenu, le recours à la procédure de transfert d'office sans indemnité au titre de l'article L318-3 du code de l'urbanisme pour les parcelles concernées,
- d'APPROUVER, dans ce même cas, le lancement de l'enquête publique afférente et d'autoriser Monsieur le Maire à signer tout document nécessaire à sa bonne exécution.

06.2023 LOTISSEMENT « LE PRÉ VERT » - CLASSEMENT D'OFFICE DANS LE DOMAINE PUBLIC DE LA VOIRIE ET DES RÉSEAUX

Rapporteur : Isabelle BLASSENAC

Monsieur le Maire rappelle que l'association syndicale du lotissement « Le Pré Vert » a sollicité la Commune pour l'intégration au domaine public des voies, des réseaux et des espaces verts du lotissement « Le Pré Vert ».

Monsieur le Maire informe que le service assainissement de Valence Romans Agglo a rappelé la nécessité que la commune de Malissard statue sur l'intégration de la voirie du lotissement, laquelle conditionne, le cas échéant, l'engagement des travaux relevant de la compétence de la communauté d'agglomération.

Monsieur le Maire informe qu'en vertu des dispositions de l'article L 141-3 du Code de la Voirie routière, le Conseil Municipal est compétent pour prononcer le classement des voies communales. Il précise que le classement envisagé n'a pas pour conséquence de porter atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation qu'assurent la voie du lotissement « Le Pré Vert » et que, par conséquent, la dispense d'enquête publique est acquise sur le fondement de l'article L 141-3.

Considérant que les conditions sont remplies pour que le Conseil Municipal autorise la mutation foncière nécessaire au classement dans le domaine public de l'assiette foncière des voies, des réseaux divers et des espaces verts du lotissement « Le Pré Vert »,

Vu l'accord à l'unanimité de l'Association Syndicale du lotissement « Le Pré Vert » intervenu le 12 décembre 2022 pour l'incorporation de la voirie réseaux divers et pour la participation aux travaux de mise aux normes des réseaux d'eaux usées et pluviales à hauteur de 5 872,62 € TTC et d'amélioration de l'éclairage public à hauteur de 2 226,00 € TTC.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, DÉCIDE à l'unanimité :

- d'ENTÉRINER l'intégration des voiries, des réseaux et des espaces verts du lotissement « Le Pré Vert » dans le domaine public communal,

- d'APPROUVER le classement dans le domaine public communal des parcelles à usage de voirie :
 - AL 119 d'une surface de 145 m²
 - AL 120 d'une surface de 190 m²
 - AL 290 d'une surface de 13 m²
 - AL 312 d'une surface de 969 m²
 - AL 313 d'une surface de 1 112 m²
 - AL 314 d'une surface de 92 m²
 - AL 315 d'une surface de 1 945 m²
 - AL 316 d'une surface de 341 m²
 - AL 322 d'une surface de 230 m²
- d'AUTORISER la mutation foncière nécessaire afin qu'elle soit incorporée dans le domaine public communal,
- de DIRE que le transfert de ces parcelles dans le domaine public communal éteint, par lui-même et à dater de ce jour, tous droits réels et personnels existants sur le bien transféré,
- de DIRE que la présente délibération sera publiée et enregistrée au bureau des hypothèques de Valence par le dépôt de l'acte de classement,
- d'AUTORISER Monsieur le Maire à signer l'acte de transfert de propriété correspondant et toute pièce nécessaire à l'exécution de la présente délibération.
- d'APPROUVER, dans l'hypothèse où l'accord unanime de l'ensemble des propriétaires de parcelles précités ne pourraient être obtenu, le recours à la procédure de transfert d'office sans indemnité au titre de l'article L318-3 du code de l'urbanisme pour les parcelles concernées,
- d'APPROUVER, dans ce même cas, le lancement de l'enquête publique afférente et d'autoriser Monsieur le Maire à signer tout document nécessaire à sa bonne exécution.

07.2023 ACTUALISATION DU LINÉAIRE DE LA VOIRIE COMMUNALE

Rapporteur : Isabelle BLASSENAC

La longueur de la voirie communale impacte les montants de la dotation globale de fonctionnement (D.G.F.). Chaque année il est nécessaire de communiquer, aux services de la Préfecture, la longueur de la voirie classée dans le domaine public communal.

La loi du 9 décembre 2004 précise les critères nécessaires à la prise en compte des modifications concernant la longueur de voirie communale. Ainsi, le classement et le déclassement des voies communales sont prononcés par le conseil municipal, sans enquête publique, à condition de ne pas porter atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation des voies (art. L2334-1 à L 2334-23 du CGCT).

VU les articles L2334-1 à L2334-23 du Code général des collectivités territoriales ;

VU la délibération n°02.2023 en date du 27 février 2023 relative au classement d'office dans le domaine public de la voirie du lotissement « le Pré des Gérins » ;

CONSIDÉRANT la nécessité d'actualiser le linéaire de la voirie communale ;

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, DÉCIDE à l'unanimité :

- APPROUVER l'actualisation du linéaire de la voirie communale de 439 mètres linéaires
- APPROUVER le linéaire de voirie communale porté à 35 596 mètres linéaires
- AUTORISER Monsieur le Maire à déclarer ce nouveau linéaire auprès des services de la Préfecture pour le calcul de la dotation globale de fonctionnement (D.G.F.).

Monsieur le Maire indique que la longueur de la voirie communale est une des composantes du calcul de la DGF et qu'il est donc important d'en effectuer la mise à jour.

08.2023 LOTISSEMENT « LES TERRES DU LEVANT » - DÉNOMINATION DES VOIES ET NUMÉROTATION DES LOTS

Rapporteur : Yann ESCOFFIER

Monsieur le Maire donne lecture d'un courriel reçu de l'aménageur foncier Drôme Ardèche Immobilier qui sollicite le conseil municipal afin que les voiries du lotissement « Les Terres du Levant » soient nommées, ainsi que la numérotation des lots.

Il appartient au Conseil municipal de choisir par délibération le nom à donner aux voiries, le numérotage des habitations constituant une mesure de police générale que le Maire peut prescrire en application de l'article L2213-28 du Code général des collectivités territoriales.

Il convient, pour faciliter, la localisation sur les GPS, d'identifier clairement les adresses des lots et procéder à leur numérotation.

Monsieur le Maire indique avoir sollicité le Conseil Municipal des Enfants afin qu'il propose des dénominations de leur choix. Le résultat de leur réflexion est le suivant par ordre de préférence :

1. Rue du col des Limouches
2. Rue du col de la Bataille
3. Ex-aequo :
 - Rue du col de Tourniol
 - Rue de Léoncel
 - Rue du Levant

Monsieur le Maire présente le projet de dénomination et de numérotation du lotissement « Les Terres du Levant ».

VU le Code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L2213-28 ;

CONSIDÉRANT l'intérêt communal que représente la dénomination des voies ;

CONSIDÉRANT la création du lotissement « Les Terres du Levant » ;

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, DÉCIDE à l'unanimité :

- APPROUVER la dénomination des voies et la numérotation du lotissement « Les Terres du Levant », conformément au document annexé à la présente délibération ;
- AUTORISER Monsieur le Maire à signer tous documents administratifs et financiers nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Mme DUPRET, conseillère municipale déléguée à la communication, indique que le conseil municipal des enfants a recherché une thématique en lien avec le nom du lotissement « Les Terres du Levant », d'où la référence aux contreforts du Vercors.

09.2023 EXTENSION ET RESTRUCTURATION DU GROUPE SCOLAIRE LOUIS PERGAUD - DEMANDES D'AIDE FINANCIÈRE

Rapporteur : Isabelle BLASSENAC

Monsieur le Maire fait part à l'assemblée du projet de création d'un nouvel entrepôt sur la zone d'activités du Guimand à Malissard par la SCI A DE LA BASTILLE. Le projet prévoit la construction d'un entrepôt logistique d'environ 12 000 m² divisé en deux cellules d'environ 5 930 m² de surface unitaire dédiées au stockage de matières combustibles diverses sur racks. Le volume de l'entrepôt sera de 113 000 m³ environ.

Cette activité relève de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (IPCE) compte-tenu de la nature et des quantités importantes des stockages

A ce titre la SCI A DE LA BASTILLE, dont l'activité est la promotion immobilière, a effectué une demande d'enregistrement au titre de la rubrique 1510-2 (stockage de matières, produits ou substances combustibles dans des entrepôts couverts) et la déclaration au titre de la rubrique 2925-1 (ateliers d'accumulateurs électriques) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Au vu du rapport de recevabilité de l'inspection de l'environnement de la DREAL, en date du 26 décembre 2022, précisant que le dossier d'enregistrement comporte les éléments justificatifs de nature à démontrer le respect total des prescriptions applicables à l'installation, la Préfète de la Drôme a ouvert, par arrêté du 5 janvier 2023, une consultation du public du lundi 30 janvier 2023 au vendredi 24 février 2023 inclus.

Conformément aux dispositions de l'article L512-7-3 et R512-46-11 du Code de l'environnement, elle invite le Conseil municipal à donner un avis sur cette demande.

Les communes de Chabeuil et Valence sont également concernées par le projet puisqu'elles se trouvent dans un rayon d'un kilomètre du périmètre de l'installation projetée.

En conséquence, le Conseil municipal est appelé à formuler un avis sur cette demande d'enregistrement au plus tard dans les 15 jours suivants la fin de la consultation du public.

VU la demande d'enregistrement, déposée le 4 août 2022, complétée le 5 décembre 2022 par téléprocédure par la société SCI A DE LA BASTILLE, en vue d'obtenir l'enregistrement pour un entrepôt logistique situé ZA du Guimand rue Blaise Pascal sur le territoire de la commune de Malissard ;

VU l'avis de recevabilité de l'inspection de l'environnement de la DREAL, en date du 26 décembre 2022, précisant que le dossier d'enregistrement comporte les éléments justificatifs de nature à démontrer le respect total des prescriptions applicables à l'installation et peut être mis à la disposition du public pour consultation ;

VU l'arrêté préfectoral du 5 janvier 2023 fixant les modalités de consultation du public dans le cadre de l'instruction de la demande d'enregistrement relative à la création d'un entrepôt de stockage, présentée par la société SCI A DE LA BASTILLE ;

CONSIDÉRANT que l'installation projetée est répertoriée dans la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, sous la rubrique 1510-2 (le volume de l'entrepôt couvert où seront entreposés plus de 500 tonnes de matières et produits combustibles sera égal à environ 113 000 m³) ;

CONSIDÉRANT que la consultation du public a été organisée pour une période de quatre semaines en mairie de Malissard, du 30 janvier 2023 au 24 février 2023 ;

CONSIDÉRANT qu'en application de l'article R.512-46-11 du Code de l'Environnement sont consultés également, les conseils municipaux des communes de Chabeuil et de Valence ;

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, DÉCIDE à l'unanimité :

- EMETTRE un avis favorable à la demande d'enregistrement de la société SCI A DE LA BASTILLE pour un entrepôt de stockage situé ZA du Guimand
- AUTORISER Monsieur le Maire à signer tout document se rapportant à cette affaire.

Mme BLASSENAC, conseillère municipale déléguée à l'urbanisme, précise l'installation projetée se situera à proximité de l'établissement Sole Mio.

Monsieur le Maire indique que l'entreprise déjà présente sur la zone économique souhaite s'agrandir et pour ce faire déménager sur un autre site.

M. Yann ESCOFFIER, conseiller municipal délégué à la sécurité, fait remarquer que ce type de bâtiment industriel est soumis à une réglementation très stricte en termes de sécurité.

FINANCES

10.2023 BUDGET PRINCIPAL – REPRISE ANTICIPÉE DES RÉSULTATS

Rapporteur : Jean-Marc SOUCIET

L'article L2311-5 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose que les résultats de l'exécution budgétaire sont affectés par le Conseil Municipal après constatation des résultats définitifs lors du vote du compte administratif.

Toutefois, s'il est possible d'estimer les résultats avant adoption du compte administratif et du compte de gestion, le Conseil municipal peut alors, au titre de l'exercice clos et avant adoption du compte administratif, procéder à la reprise anticipée de ces résultats. La reprise est justifiée par une fiche de calcul du résultat prévisionnel accompagnée d'une balance et d'un tableau des

résultats d'exécution du budget, ainsi que de l'état des Restes à réaliser au 31 décembre (documents à annexer à la délibération).

Les résultats de la section de fonctionnement, le besoin de financement de la section d'investissement, ainsi que la prévision d'affectation sont alors inscrits par anticipation au budget primitif de la commune.

Les restes à réaliser sont également repris par anticipation. Il est possible au Conseil Municipal de reprendre par anticipation les résultats 2022, c'est-à-dire constater le résultat de clôture estimé de 2022 et de statuer sur l'affectation de ce résultat dans le budget primitif 2023.

Si le compte administratif venait à faire apparaître une différence avec les montants reportés par anticipation, l'assemblée délibérante devrait procéder à leur régularisation et à la reprise des écarts dans la plus proche décision budgétaire suivant le vote du compte administratif et en tout état de cause avant la fin de l'exercice 2023.

Les résultats de l'exercice 2022 se présentent comme suit :

		Dépenses	Recettes	Soldes (+ ou -)
Section de fonctionnement	Résultats propres à 2022	3 063 735,29 €	4 498 789,03 €	1 435 053,74 €
	Résultats antérieurs reportés (ligne 002 du BP 2022)		200 000,00 €	200 000,00 €
	Résultat à affecter			1 635 053,74 €

Section d'investissement	Résultats propres à 2022	1 982 016,10 €	3 958 005,14 €	1 975 989,04 €
	Résultats antérieurs reportés (ligne 001 du BP 2022)		47 960,00 €	47 960,00 €
	Solde global d'investissement			2 023 949,04 €

Restes à réaliser au 31/12/2022	Fonctionnement			
	Investissement	1 259 679,17 €	55 622,00 €	- 1 204 057,17 €

Reprise anticipée 2022	Affectation à l'investissement (compte 1068)			- €
	Report en investissement (R001)			2 023 949,04 €
	Report en fonctionnement (R002)			1 635 053,74 €

VU le Code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L2311-5 et R2311-13 ;

VU les dispositions de l'instruction budgétaire et comptable M14 ;

VU les pièces justificatives prévues à l'article R2311-13 du Code général des collectivités territoriales ;

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, DÉCIDE à l'unanimité :

- D'APPROUVER les résultats prévisionnels de l'année 2022 exposés ci-dessus
- D'INSCRIRE l'ensemble de ces montants dans le budget primitif 2023 du budget principal

- DE CONFIRMER que la délibération d'affectation définitive du résultat devra intervenir près le vote du compte administratif 2022 du budget principal.

11.2023 BUDGET PRINCIPAL – VOTE DU BUDGET PRIMITIF 2023

Rapporteur : Jean-Marc SOUCIET

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.1612-1 à L.1612-20 et L.2311-1 à L.2343-2 relatifs à l'adoption et l'exécution des budgets communaux ainsi qu'aux finances communales,

VU l'instruction M14 modifiée précisant les règles de comptabilité publique et de présentation du budget et ses modifications à compter du 1^{er} janvier 2007,

CONSIDÉRANT le projet de budget primitif pour l'exercice 2023,

CONSIDÉRANT les principes de la reprise et l'affectation anticipées des résultats selon l'article L2311-5 du Code général des collectivités territoriales permettant de reporter au budget de manière anticipée, sans attendre le vote du compte administratif, les résultats de l'exercice 2022,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'UNANIMITÉ

- PRECISE que le budget primitif 2023 est adopté avec reprise anticipée des résultats de l'année 2022
- ADOPTE les quatre sections ainsi qu'il suit :

En section de fonctionnement, les chapitres suivants en dépenses :

Chapitre	Libellé	Montant
011	Charges à caractère général	708 700,00
012	Charges de personnel	1 138 000,00
014	Atténuation de produits	1 600,00
022	Dépenses imprévues	10 000,00
65	Autres charges de gestion courante	189 050,00
66	Charges financières	44 800,00
67	Charges exceptionnelles	1 000,00
042	Opérations d'ordre	48 561,00
023	Virement à la section d'investissement	160 190,00
	TOTAL DES DÉPENSES	2 301 901,00

En section de fonctionnement, les chapitres suivants en recettes :

Chapitre	Libellé	Montant
013	Atténuation de charges	10 800,00
70	Produits des services	291 400,00
73	Impôts et taxes	1 716 000,00
74	Dotations, subventions et participations	242 800,00
75	Autres produits de gestion courante	8 000,00
042	Opérations d'ordre	32 901,00
	Recettes de l'exercice	2 301 901,00
	Excédent reporté	1 635 185,00
	TOTAL CUMULE DES RECETTES	3 937 086,00

En section d'investissement, les chapitres suivants en dépenses :

Opération/ Chapitre	Libellé	Montant
20	Immobilisations incorporelles	75 500,00
204	Subventions d'équipement versées	171 800,00
21	Immobilisations corporelles	281 300,00
012021	Bâtiments scolaires	416 757,00
022021	Equipements sportifs	174 400,00
032021	Aménagement des espaces publics	277 795,00
16	Emprunts et dettes assimilées	130 500,00
040	Opérations d'ordre entre sections	32 901,00
041	Opérations patrimoniales	134 500,00
	Dépenses de l'exercice	1695 453,00
	Dépenses reportées	1 259 679,17
	Excédent reporté	1 414 153,00
	TOTAL CUMULE DES DEPENSES	2 955 132,17

En section d'investissement, les chapitres suivants en recettes :

Opération/ Chapitre	Libellé	Montant
13	Subventions d'investissement	393 376,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	140 600,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	120 000,00
021	Virement de la section de fonctionnement	160 190,00
040	Opérations d'ordre entre sections	48 561,00
041	Opérations patrimoniales	134 500,00
	Recettes de l'exercice	997 227,00
	Recettes reportées	55 622,00
	Excédent reporté	1 975 989,04
	TOTAL CUMULE DES RECETTES	3 028 838,04

- ADOPTE dans son ensemble le budget primitif 2023 comme suit :

- Section de fonctionnement :
 - ✓ Dépenses : 2 301 901,00 €
 - ✓ Recettes : 3 937 086,00 €
- Section d'investissement :
 - ✓ Dépenses : 2 955 132,17 €
 - ✓ Recettes : 3 028 838,04 €

M. SOUCIET, Adjoint au Maire délégué aux Finances, rappelle que ce budget résulte des demandes issues des services municipaux et des diverses commissions. Il évoque que des crédits budgétaires sont ouverts pour le complexe tennis-pétanque, la restructuration du groupe scolaire, pour les espaces publics, les travaux de voirie, les travaux de bâtiments...

Il note que la section de fonctionnement intègre les charges et produits de l'activité de l'APAP qui a été municipalisée au 1^{er} janvier de l'année.

Il indique également que ce budget prend en compte la hausse de 7,1% des bases d'imposition des impôts locaux, inscrite dans la loi de finances.

Monsieur le Maire ajoute que la dotation globale de fonctionnement pourrait être maintenue au niveau de 2022, voire légèrement augmenter.

M. SOUCIET souligne que ce budget a été établi avec une approche prudentielle, notamment en prévoyant une baisse de la DGF.

12.2023 PRODUIT DE PLACEMENT DE TRÉSORERIE : OUVERTURE COMPTE À TERME

Rapporteur : Jean-Marc SOUCIET

La loi organique n°2001-692 du 1^{er} août 2001 (article 26-3°) relative aux lois de finances dispose que les collectivités territoriales sont tenues de déposer leurs disponibilités auprès de l'Etat, qui ne verse pas d'intérêt.

Toutefois les articles L1618-1 et L1618-2 du Code général des collectivités territoriales permettent de déroger à cette règle lorsque les fonds qui peuvent être placés proviennent de libéralités, de l'aliénation d'éléments du patrimoine comme des cessions immobilières, d'emprunts dont l'emploi est différé pour des raisons indépendantes de la volonté de la collectivité ou de recettes exceptionnelles dont la liste a été fixée par le décret n°2004-628 du 28 juin 2004.

Compte-tenu des disponibilités dont dispose la Commune, le recours à des produits de placements financiers permettrait de générer des produits financiers.

Monsieur le Maire rappelle que la cession des parcelles de terrain « la Trésorerie Est » cadastrées AE-321, AE-322 et AE-323 à Drome Ardèche Immobilier a généré la somme de 1 212 687,42 € de recettes.

Monsieur le Maire propose à l'assemblée d'ouvrir un compte à terme auprès de l'Etat. Le compte à terme est un produit de placement à court terme simple et sans risque, à taux fixe.

Les caractéristiques de ce produit sont les suivants :

- Montant minimum : 1 000€ (pas de maximum)
- Montant du placement : obligatoirement un multiple de 1 000€
- Durée du placement : 1 à 12 mois
- Retrait anticipé : pas de pénalité, toutefois le taux appliqué en cas de retrait anticipé est le taux de la maturité immédiatement inférieure à la durée effective d'immobilisation, tel qu'il figure sur le barème en vigueur le jour d'ouverture du compte à terme.
- Pas de possibilité d'effectuer des retraits partiels.

Concernant le taux du compte à terme, à chaque maturité correspond un taux de rendement applicable au montant placé (quel que soit le montant, dès 1 000 euros). Les taux sont repris par maturité dans un barème et sont applicables jusqu'à ce qu'un nouveau barème annule et remplace le précédent.

Les taux des comptes à terme sont fixés par l'agence France Trésor au début de chaque mois.

Le taux correspondant à la durée souhaitée du placement est celui du dernier barème en cours de validité à la date d'ouverture du compte à terme. Ce taux est garanti pour la durée du contrat. Au moment de la souscription, la collectivité connaît donc de manière certaine, sauf retrait anticipé, les intérêts qui lui seront versés à l'échéance.

VU le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L1618-1 et L1618-2 ;

VU la loi organique n°2011-692 du 1^{er} août 2001 ;

CONSIDÉRANT la volonté de générer des produits financiers au regard des disponibilités dont dispose la Commune ;

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, DÉCIDE à l'unanimité :

- DE DÉROGER à l'obligation de dépôt auprès de l'Etat des fonds dont la provenance est issue des cas prévus par l'article L1618-2 du CGCT,
- D'APPROUVER l'ouverture d'un compte à terme selon les modalités suivantes :
Montant : 1 212 000 €
Durée : 12 mois
- D'AUTORISER Monsieur le Maire à procéder au placement.

M. SOUCIET indique que le taux du placement est actuellement de 3,32% pour un placement sur 12 mois.

13.2023 SOUTIEN HUMANITAIRE SUITE AU SÉISME EN SYRIE ET TURQUIE

Rapporteur : Monsieur le Maire

Face à la tragédie humaine causée par le séisme dévastateur en Turquie et en Syrie, le Conseil municipal de Malissard exprime toute sa solidarité envers les populations touchées.

En lien avec l'Association des Maires de la Drôme (AMF 26), le Conseil municipal souhaite apporter une aide financière pour venir en aide aux très nombreuses victimes en soutenant les organisations non gouvernementales présentes sur le terrain.

Aussi, en complémentarité de l'aide internationale qui relève de la compétence de l'Etat, le Conseil municipal accorde une subvention de 300 € (trois cents euros) à l'AMF 26.

En lien avec l'Association des Maires de France les sommes récoltées seront versées à l'ONG nationale ACTED.

Aussi,

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L2121-29 et L1115-1 ;

CONSIDÉRANT que les valeurs de Liberté, Egalité et Fraternité, socle de notre République, guident les actions quotidiennes de notre collectivité ;

CONSIDÉRANT que le devoir de notre commune est d'assurer l'aide, le secours et la protection des populations à hauteur de ses compétences et moyens ;

CONSIDÉRANT que la situation en Syrie et en Turquie nécessite un soutien humanitaire de notre commune ;

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, DÉCIDE à l'unanimité :

- D'AUTORISER Monsieur le Maire à verser une subvention exceptionnelle de 300 € (trois cents euros) à l'AMF 26 pour une action de solidarité aux sinistrés de Turquie et Syrie.

Mme BLANDIN-JOUBERT, Adjointe au Maire déléguée aux affaires sociales, demande si le CCAS peut également contribuer en versant une aide supplémentaire.

A titre personnel, M. SOUCIET répond qu'il préfère que le CCAS attribue ses aides financières à son périmètre local.

Monsieur le Maire indique partager cet avis.

14.2023 SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS 2023

Rapporteur : Florence BRES-DUFOUR

VU le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L.1611-4, L.2121-29, L.2311-7 ;

VU la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative au droit des citoyens dans leurs relations avec les administrations, et notamment ses articles 9-1 et suivants ;

VU la loi du 1^{er} juillet 1901 relative au contrat d'association ;

VU la proposition d'attribution de la Commission Associations, Animations, Culture et Sports ;

CONSIDÉRANT que les activités concernées sont d'intérêt local ;

Le Conseil Municipal, après avoir délibéré, DÉCIDE à l'unanimité :

- d'ATTRIBUER les subventions aux associations conformément au tableau ci-dessous :

	Vote
SUBVENTIONS ASSOCIATIONS SPORTIVES	
SUBVENTIONS ANNUELLES	
Etoile Sportive Foot	2 000 €
Pétanque	1 800 €
Sports et Loisirs	3 000 €
Tennis Club	1 800 €
Cyclo Club	200 €
Futsal Féminin 26/07	200 €

SUBVENTIONS VIE SOCIALE	
SUBVENTIONS ANNUELLES	
Amicale des Anciens	500 €
FNACA	200 €
Malissard sans nuisances	300 €
Club Pédestre	1 000 €
Passion Poterie	400 €
ACCA	500 €
Malichoeur	1 100 €
Scootardrôme	500 €

SUBVENTIONS CULTURE	
SUBVENTIONS ANNUELLES	
Ecole de Musique	6 200 €
Maliss en Fête	500 €

SUBVENTIONS ASSOCIATIONS SECTEUR DIVERS	
SUBVENTIONS ANNUELLES	
Assoc. Ecole maternelle	1 000 €
Assoc. Ecole primaire	1 000 €

TOTAL	22 200 €
--------------	-----------------

Mme BRES-DUFOUR, Adjointe au Maire déléguée au monde associatif, souligne la création d'une nouvelle association de futsal féminin qui a son siège social sur la commune. Elle indique qu'il s'agit d'une aide à l'amorçage qui n'est pas vouée à être pérenniser.

Concernant les subventions vie sociale, elle indique que le Club pédestre est accompagné financièrement dans la formation de ses membres.

Elle note la création de 2 associations : Malissard sans nuisances et Scootardrôme, qui sont accompagnées à hauteur de leur assurance responsabilité civile.

Mme BLASSENAC souligne l'importance de soutenir le monde associatif qui anime la vie du village.

M. JOUD, conseiller municipal délégué aux finances, fait remarquer que les associations Tennis et Pétanque vont prochainement faire l'économie de leur abonnement de télécommunications, dans la mesure où leur local sera raccordé à la fibre communale.

Monsieur le Maire indique qu'une convention de mise à disposition de ces locaux est en cours de préparation.

15.2023 ACTIVITÉS PÉRISCOLAIRES – TARIFS 2022-2023

Rapporteur : Jean-Marc SOUCIET

Monsieur le Maire rappelle que par délibération n°69.2022 en date du 12 décembre 2022, le Conseil municipal a approuvé les tarifs relatifs aux activités périscolaires que sont la garderie du matin, la restauration scolaire et ses animations et le périscolaire du soir, pour l'année scolaire 2022-2023.

Il convient de rajouter un tarif de surcoût qui a été omis d'être inscrit dans la délibération

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, DÉCIDE à l'unanimité :

- d'AJOUTER le tarif surcoût pour l'accueil du soir et de fixer les tarifs surcoût ainsi qu'il suit pour l'année scolaire 2022-2023 :

Nature Prestation	Rajout prestation hors-délai	Rajout prestation non commandée
Périscolaire du midi	0,50 €	1 €
Accueil du soir	0,20 €	0,50 €

RESSOURCES HUMAINES

16.2023 PERSONNEL MUNICIPAL – SAPEURS-POMPIERS VOLONTAIRES – CONVENTION DE DISPONIBILITÉ ENTRE LA COMMUNE DE MALISSARD ET LE SERVICE DÉPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS

Rapporteur : Yann ESCOFFIER

Monsieur le Maire expose que sur la base de la loi 96-370 du 3 mai 1996 relative au développement du volontariat dans les corps de sapeurs-pompiers, une convention est proposée entre le Services Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) de la Drôme et la Commune de Malissard pour permettre aux agents qui sont sapeurs-pompiers volontaires (SPV) d'être affectés dans des centres de secours.

La Commune de Malissard compte dans ses effectifs des sapeurs-pompiers volontaires affectés dans différents centres de secours. Il est proposé au Conseil municipal de se prononcer sur le principe d'un conventionnement avec le SDIS de la Drôme.

Cette convention, dont l'objectif est de concilier la disponibilité du sapeur-pompier volontaire et l'activité ainsi que les nécessités des différents services concernés, organiser les conditions d'absence pour missions opérationnelles ou pour stages de formation.

Ainsi, librement négociée entre les deux partenaires, elle garantit au SDIS de la Drôme un effectif opérationnel en cohérence avec ses besoins, et à la Commune de Malissard des départs en missions opérationnelles ou en formation gérés au mieux des contraintes de service.

En l'occurrence, la signature de cette convention poursuit deux objectifs :

- valoriser la contribution de la Commune de Malissard à l'effort de sécurité civile et son implication aux côtés du SDIS de la Drôme ;
- disposer d'agents dont l'expérience peut s'avérer précieuse sur leurs lieux de travail tant en termes de secours aux personnes que de conseils dans l'identification du risque incendie.

En matière de disponibilité opérationnelle, il est proposé de retenir les modalités suivantes :

Disponibilité organisée : le SPV est autorisé à participer à l'activité opérationnelle courante et à des interventions de grande ampleur pendant son temps de travail

Retard à la (re)prise de fonction : la reprise d'activité professionnelle pourra être modulée par un retard à l'embauche justifié.

En matière de formation continue, il est proposé d'autoriser l'absence du SPV dans la limite de 5 jours de formation par année civile.

En matière de missions préventives programmées (notamment face aux risques feux de forêt), il est proposé d'autoriser l'absence du SPV dans la limite de 5 jours par année civile.

En contrepartie, le SDIS de la Drôme assurera à titre gratuit la formation des agents de la Commune de Malissard aux formations suivantes :

- Prévention et Secours Civiques de niveau 1 (PSC 1)
Équipier de lutte contre l'incendie – Maniement des extincteurs Evacuation

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L1424-1 et suivants ;

VU le Code de la Sécurité Intérieure ;

VU la loi n° 91-1389 du 31 décembre 1991 modifiée relative à la protection sociale des sapeurs-pompiers volontaires en cas d'accident survenu ou de maladie contractée en service ;

VU la loi n° 96-370 modifiée du 3 mai 1996 relative au développement du volontariat dans le corps de sapeurs-pompiers volontaires, notamment ses articles 7 à 10 ;

VU le décret n°2012-492 du 16 avril 2012 relatif aux indemnités des sapeurs-pompiers volontaires ;

VU le décret n° 2013-412 du 17 mai 2013 relative aux sapeurs-pompiers professionnels,

CONSIDÉRANT l'intérêt d'un partenariat entre les employeurs publics et le Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Drôme dans le dessein d'améliorer réciproquement la qualité du service en vue de la protection des personnes, des biens et de l'environnement,

CONSIDÉRANT qu'il convient d'établir une convention entre le SDIS de la Drôme et la Commune de Malissard pour la mise à disposition d'agents territoriaux sapeurs-pompiers volontaires pour disponibilité opérationnelle et disponibilité pour formation

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, DÉCIDE à l'unanimité :

- D'APPROUVER les termes de la convention de mise à disposition d'agents territoriaux sapeurs-pompiers volontaires entre la commune de Malissard et le SDIS de la Drôme, annexée à la présente délibération
- D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer ladite convention et tous les documents y afférent.

M. ESCOFFIER précise que cette convention concerne deux agents communaux qui pourraient être disponibles pendant leur service afin de renforcer les sapeurs-pompiers de Malissard.

17.2023 CENTRE DE GESTION DE LA DRÔME - CONVENTION ASSISTANCE RETRAITE 2020-2022 - AVENANT N°2

Rapporteur : Monsieur le Maire

Le Centre de Gestion de la Drôme intervient en qualité d'intermédiaire entre la Caisse des Dépôts, gestionnaire de la CNRACL et les collectivités territoriales. Il apporte son concours aux collectivités affiliées dans leur obligation d'information des actifs.

Les collectivités peuvent solliciter le Centre de Gestion de la Drôme, soit pour leur contrôle de leurs dossiers, soit pour l'instruction intégrale des dossiers adressés à la CNRACL.

Monsieur le Maire rappelle que par délibération n°47.2020 en date du 12 novembre 2020, le Conseil Municipal l'a autorisé à signer la convention assistance retraite 2020-2022 pour la mission de « contrôle des dossiers ».

Il informe l'assemblée municipale qu'il convient de proroger cette convention du 1^{er} janvier 2023 à la fin du trimestre civil dans l'attente de la future convention devant lier la Caisse des Dépôts et le Centre de Gestion de la Drôme.

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU la délibération n°47.2020 en date du 12 novembre 2020 relative à la convention assistance retraite 2020-2022 signée avec le Centre de Gestion de la Drôme ;

CONSIDÉRANT la nécessité de maintenir cet accompagnement sur les différents dossiers retraite ;

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, DÉCIDE à l'unanimité :

- D'APPROUVER l'avenant n°2 relatif à la convention approuvée par délibération n°47.2020 en date du 12 novembre 2020, joint à la présente délibération
- D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer ledit avenant.

Mme DUPRET demande en quoi cet accompagnement est nécessaire.

Le Directeur Général des Services répond qu'il s'agit d'un contrôle de la conformité des dossiers.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance levée à 21h00.

Florence BRES-DUFOUR
Secrétaire de séance



Jean-Marc VALLA
Maire de Malissard